

# Ce que le journal intime de Fauci dit de ce qu'il savait

1 141 pages de notes privées écrites pendant la pandémie, un Sénat qui le déclare contempteur du Congrès, et une question simple : ce qu'il écrivait le soir ressemblait-il à ce qu'il disait le matin ?

---

Dossier documentaire — 23 octobre 2026 — Sources : publications officielles du Sénat américain, dépêches de presse, vérifications de faits, presse scientifique.

---

Il existe, dans l'histoire récente de la santé publique, peu de documents aussi étranges que celui-là. Un homme qui a dirigé pendant près de quarante ans l'agence américaine chargée des maladies infectieuses, conseiller de sept présidents, visage de la lutte contre le sida puis contre le Covid-19, tenait son journal. Non pas des mémoires rédigés après coup, mais des notes prises au jour le jour, entre décembre 2019 et décembre 2022, sur un ordinateur professionnel. Mille cent quarante et une pages. Publiées le 24 juillet 2026 par le sénateur républicain Rand Paul, président de la commission de la sécurité intérieure du Sénat, quatre jours avant que le docteur Anthony Fauci ne vienne témoigner devant cette même commission et n'invoque le cinquième amendement — le droit de ne pas s'auto-incriminer — cent onze fois. C'est ce document qui a mis le feu. Parce qu'il contient, noir sur blanc, des phrases qui ressemblent à ce que le grand public n'a jamais entendu, et qui portent sur les sujets les plus lourds de la pandémie : l'origine du virus, la fermeture des écoles, la règle des six pieds, celle des quinze minutes, le financement de recherches dangereuses, la communication sur les vaccins. Les partisans de la thèse du complot y voient la preuve d'un mensonge d'État. Les vérificateurs de faits y voient, au moins sur plusieurs points, un malentendu fabriqué à partir de citations tronquées. Entre les deux, il reste un fait difficile à écarter : un haut responsable a écrit en privé, presque chaque jour, une chronique de ses doutes — et il a passé les années suivantes à parler en public avec une assurance que ces pages ne portent pas. Voici ce que ce journal dit réellement, point par point, avec ce qui tient et ce qui ne tient pas.

## **Le marché de Wuhan, « amplificateur » et non source**

L'entrée la plus citée est celle du 26 janvier 2020. Fauci y écrit : « Il apparaît maintenant, à partir des données épidémiologiques et génomiques, que la première infection date de début décembre et n'était pas liée au marché. » Quelques lignes plus loin : « Maintenant nous savons que le marché n'était pas la source, il était

l'amplificateur. » C'est cette formule — the market was the amplifier — qui a fait le tour du Congrès et des réseaux sociaux. Le raisonnement du sénateur Paul est le suivant : dès janvier 2020, avant même que l'expression « fuite de laboratoire » n'entre dans le vocabulaire courant, Fauci savait que le marché n'était pas l'origine ; et pourtant, pendant des années, il a publiquement répété l'inverse : que le virus venait presque certainement d'un animal passé à l'homme par un hôte intermédiaire, probablement sur ce marché.

Il est vrai que son langage public a longtemps penché d'un seul côté. En avril 2020, à la tribune de la Maison-Blanche, il cite une étude de virologues évolutionnistes selon laquelle les mutations sont « compatibles avec un saut d'espèce d'un animal à l'homme ». En mai 2020, dans un entretien à National Geographic, il affirme que les preuves penchent « très, très fortement » vers la conclusion que le virus n'a pas pu être fabriqué et qu'il a évolué dans la nature. Entre-temps, il a été convaincu par l'article « The Proximal Origin of SARS-CoV-2 », publié en mars 2020 dans Nature Medicine, qui juge les scénarios de fuite de laboratoire non « plausibles ». La dissonance, si dissonance il y a, se situe là : entre un homme qui note en janvier que le marché n'est pas la source, et un homme qui, en public, défend une origine naturelle avec une conviction qui ne laisse guère de place au doute.

Le journal ajoute une pièce plus gênante. Le 1<sup>er</sup> février 2020, Fauci participe à une conférence téléphonique avec onze autres scientifiques, dont plusieurs futurs signataires de « Proximal Origin ». Dans ses notes, il rapporte que sur les onze participants, neuf estiment qu'une « insertion délibérée » est possible. Il écrit aussi : « Il n'y avait pas d'accord total sur la probabilité d'une insertion délibérée. » Deux chercheurs étaient si convaincus d'une origine naturelle qu'ils ne jugeaient pas utile d'aller plus loin ; les autres, eux, pensaient qu'il fallait étudier la question. Et une entrée de juin 2021 résume la même scène autrement : « Après beaucoup de discussions, environ la moitié des personnes estimaient qu'il s'agissait peut-être d'un virus construit et l'autre moitié étaient convaincus qu'il s'agissait d'un phénomène naturel. » Le sénateur Paul en conclut qu'il « n'y a jamais eu une salle 50/50 » : sous sa plume, seuls deux scientifiques soutenaient l'origine naturelle, donc la majorité envisageait l'ingénierie. La nuance est réelle : envisager une hypothèse comme possible et suffisamment sérieuse pour être étudiée n'est pas la tenir pour probable. Le scénario d'un virus « délibérément inséré » a bien été discuté ce jour-là ; il ne faisait pas consensus.

C'est ici qu'il faut lire la suite de l'entrée du 26 janvier, que les citations du Sénat ont laissée de côté. Immédiatement après la phrase sur l'amplificateur, Fauci écrit : « Cela dit, quelque part, le virus a sauté des animaux aux humains. » Autrement dit, dans la même page, il maintenait l'hypothèse d'une origine naturelle. Et l'information qui a produit cette entrée n'a rien de secret : deux jours plus tôt, The Lancet publiait une étude sur les 41 premiers cas hospitalisés confirmés, dont environ un tiers — y compris le patient aux symptômes les plus précoces — n'avait aucun lien connu avec le marché de Huanan. Le jour même, la revue Science consacrait un article à cette

publication, sous le titre : « Le marché de fruits de mer de Wuhan n'est peut-être pas la source du nouveau virus ». Fauci notait donc une information scientifique publique, pas un secret d'État. Les vérifications de faits publiées par FactCheck.org et par PolitiFact convergent sur ce point : la phrase a été extraite de son contexte pour en tirer une conclusion — Fauci aurait su que le virus ne venait pas de la nature — que l'entrée elle-même contredit.

Reste que la question de l'origine n'est pas close, et que ce journal le montre à sa manière. Trois agences du renseignement américain — le FBI, le département de l'Énergie et la CIA — jugent une origine de laboratoire « la plus probable », sans s'accorder sur le laboratoire concerné ; cinq autres penchent pour un passage naturel ou restent indécises. Aucune preuve n'établit qu'un virus suffisamment proche du SARS-CoV-2 ait existé dans un laboratoire avant la pandémie. Mais un homme qui, en privé, note la perplexité de la communauté scientifique, et qui, en public, parle d'une « science réglée », a fait un choix de communication — et c'est ce choix, plus que les faits eux-mêmes, que le journal rend visible.

## **Les écoles : « je n'ai rien verrouillé »**

Le 30 juillet 2022, interrogé sur les confinements scolaires, Fauci répond : « D'abord, je n'ai recommandé de verrouiller quoi que ce soit. » Il renvoie la responsabilité aux Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC), qui formulent les recommandations. Quelques jours plus tard, en 2026, la sénatrice Ashley Moody met cette phrase en regard du journal : « Mais maintenant nous avons votre journal, et il raconte une histoire très différente de celle que vous avez racontée au public. »

Que disent les pages ? Le 9 mars 2020, Fauci note avoir conseillé au gouverneur de New York, Andrew Cuomo, de fermer les écoles d'une zone plus touchée que le reste de la ville. Le 15 mars 2020, il relate la conversation par laquelle il a convaincu le maire de New York, Bill de Blasio, de fermer les écoles de la ville. Le 16 mars, il évoque des directives fédérales reflétant sa poussée pour un plan de mitigation plus agressif, incluant de « fermer les écoles là où il y a une circulation communautaire ». Dans le même temps, il écrit à plusieurs reprises qu'il ne s'oppose pas à la réouverture : le 13 mai 2020, il note qu'« ils ont raconté à Trump que j'avais dit qu'on ne devait pas ouvrir les écoles, alors qu'en fait j'ai dit que nous n'aurions pas de vaccin à temps pour vacciner les étudiants ». Le 9 août 2020, il écrit : « J'ai dit de façon constante que notre position par défaut devait être notre intention d'ouvrir les écoles », tout en ajoutant que « la considération première doit être la santé, la sécurité et le bien-être des enfants et des enseignants », et que « une seule taille ne convient pas à tous ».

Le contraste est donc réel mais plus étroit qu'on ne le présente souvent. Il a bel et bien poussé à des fermetures, localement et à un moment donné — au moins à New York, où son insistance est documentée — puis il a expliqué en public qu'il n'avait jamais recommandé de fermeture, la décision relevant des CDC. Ses entrées sur les

mois suivants, en revanche, sont cohérentes avec ce qu'il a déclaré au Congrès le 31 juillet 2020 : la position par défaut devait être d'ouvrir les écoles « du mieux que nous pouvons » en sécurité. PolitiFact, qui a passé ces entrées au crible, conclut que sur les écoles sa position privée et sa position publique « correspondent largement ». Le dossier le plus solide n'est donc pas « il a menti sur les écoles », mais « il a raconté une version de son rôle dans la fermeture des écoles de New York qui tient mal devant ses propres notes ».

## **Les masques : la citation qui n'était pas dans le journal**

C'est le point où la lecture virale du journal se brise, et il faut le dire nettement parce qu'il conditionne la crédibilité de tout le reste. En juillet 2026, un graphique partagé des centaines de milliers de fois met en regard deux phrases : une présumée entrée de journal du 28 février 2020 — « Les masques ne sont pas vraiment efficaces pour prévenir l'infection du public » — et une déclaration publique du 3 avril 2020 où Fauci recommande le port du masque. Or la première phrase ne vient pas du journal. Elle est paraphrassée d'un échange de courriels de février 2020 avec l'ancienne secrétaire à la Santé Sylvia Burwell, publié en 2021 : Fauci y écrivait que « le masque typique que vous achetez en pharmacie n'est pas vraiment efficace pour empêcher le virus de passer, qui est assez petit pour traverser le tissu » — un propos d'épidémiologiste sur les masques artisanaux en pénurie, et sur le risque de détourner le matériel des soignants.

Ce que le journal contient sur le sujet va d'ailleurs dans l'autre sens. Le 31 mars 2020, Fauci note que « nous avons probablement été trop catégoriques en disant que les masques ne fonctionnent pas ». Le 11 février 2021, il consigne l'étude montrant qu'un masque en tissu porté sur un masque chirurgical améliore l'étanchéité et retient davantage les aérosols. Aucune entrée retrouvée ne montre qu'il tenait les masques pour inutiles en privé tout en les recommandant en public. Sur ce sujet, la contradiction est fabriquée — et c'est précisément pourquoi il faut distinguer, dans ce dossier, ce qui relève du document et ce qui relève de la rumeur.

## **Gain de fonction, EcoHealth, DEFUSE : le dossier qui résiste**

C'est là, sans doute, que le journal fait le plus de dégâts — parce qu'il ne s'agit plus d'une posture publique, mais d'un témoignage sous serment. Fauci a répété au Congrès que le NIH n'avait pas financé de recherche dite « gain de fonction » au sens de la définition retenue par l'administration. Les pages publiées par le sénateur Paul les 7 et 14 octobre 2026 documentent ses réactions privées. La veille de son témoignage au Sénat, en 2026, il qualifie les révélations sur le projet DEFUSE — une proposition de recherche refusée par la DARPA impliquant l'EcoHealth Alliance et l'Institut de virologie de Wuhan — de « campagne de salissage » et de « rien du tout » (nothing burger), tout en reconnaissant par écrit qu'elle « contenait des éléments qui auraient probablement nécessité un examen au titre du P3CO » — le mécanisme

fédéral encadrant les recherches particulièrement dangereuses. Peu de pages résument aussi bien le problème : la nuance technique existe dans le privé, elle disparaît dans la posture publique.

D'autres pièces convergent. Le 21 juillet 2026, des messages internes des auteurs de « Proximal Origin » ont été publiés : l'un d'eux, Kristian Andersen, attribuait 30 % de probabilité à une fuite de laboratoire ; un autre, Eddie Holmes, 20 %, ramenés ensuite à 10 %. On y lit des échanges sur la nécessité de « rester hors des courriels » et de « soigneusement sélectionner » les messages susceptibles d'être demandés au titre de la loi d'accès aux documents administratifs. Le 11 juin 2026, une autre série de documents montre Fauci dirigeant Andersen pour qu'il signale aux autorités une inquiétude sur le site de clivage furine. Le 28 septembre 2026, des records montrent qu'il a estimé — après coup — qu'une expérience financée par le NIAID, exposant des singes vaccinés à un virus Ebola aérosolisé, aurait dû être classifiée. Le 7 octobre 2026, le journal des années 2015-2019 le montre encensant publiquement un essai vaccinal contre Ebola qu'il qualifiait en privé de « terriblement défectueux », exprimant son scepticisme devant des avertissements classifiés sur les efforts chinois de captation technologique, et appelant par écrit à la destitution du président qu'il servait.

Il faut mesurer ce que ces pièces prouvent et ce qu'elles ne prouvent pas. Elles établissent une pratique : celle d'un responsable qui distingue soigneusement, en privé, les incertitudes, les doutes et les critiques, et qui en public les aplatit. Elles n'établissent pas que le virus a été fabriqué, ni qu'un complot a été ourdi. Le juriste qui lit ces pages y voit moins un mensonge organisé qu'un problème de qualification : ce qui était considéré comme « recherche à risque » dépend d'une définition administrative, et le débat sur la définition a été mené publiquement par des gens qui, en privé, discutaient d'évaluation de risque. C'est étroit — mais ce n'est pas rien.

## **Six pieds, quinze minutes : les règles dont il savait qu'elles ne reposaient sur rien**

En novembre 2022, en déposition dans un contentieux mené par deux États contre l'administration fédérale, Fauci déclare, à propos de la règle de distanciation de six pieds : « C'est en quelque sorte apparu comme ça, cette histoire de six pieds. » Il ajoute que la science ne soutient pas cette règle. C'est une déclaration sous serment, donc une pièce publique — mais qui dit, en substance, que la règle a été posée sans fondement solide.

Le journal ajoute une règle supplémentaire à la liste. Dans les pages publiées le 14 octobre 2026, Fauci reconnaît que le critère des « quinze minutes de contact rapproché », qui a structuré pendant des mois les politiques d'isolement et de traçage, était « vraiment fondé sur presque aucune science » — tout en anticipant la résistance de la Maison-Blanche à le modifier. Les mêmes pages le montrent défendant, contre les accusations de deux poids deux mesures, des règles spécifiques pour le président

Biden en matière de masque, de vaccin et de tests. Il y a là un motif : un homme qui sait que certaines règles sont arbitraires et qui choisit de ne pas le dire pour ne pas ébranler l'édifice. Ses défenseurs répondront que la précaution se juge à l'aune de l'urgence et de l'incertitude. Ses critiques répondront qu'un conseiller qui connaît le caractère conventionnel d'une règle et qui la présente comme scientifique a franchi une ligne. Le journal ne tranche pas la morale, il documente le fait.

## **| Les vaccins : ce qu'il écrivait sur l'infection**

C'est le terrain où le journal est le plus cité par les critiques du dispositif vaccinal, et où la prudence est la plus nécessaire. Selon la lecture qu'en fait Jeffrey Tucker, fondateur du Brownstone Institute, les entrées de janvier 2021 montrent Fauci averti de l'émergence de variants et de la possibilité que les vaccins deviennent moins efficaces contre l'infection. « Il était toujours dans une course contre le temps, ce qu'il savait », dit Tucker, qui en conclut que Fauci aurait dû dire publiquement : « Ces injections ne vont pas arrêter l'infection. Elles ne vont pas arrêter la transmission. »

Les faits, ici, demandent à être maniés sans exagération, car deux choses sont vraies en même temps. Il est exact que la protection vaccinale contre l'infection a décliné avec l'apparition des variants et le temps — c'est un fait scientifique établi, reconnu publiquement par les autorités sanitaires, qui ont progressivement recentré leur message sur la protection contre les formes graves, l'hospitalisation et la mort. Il est également exact que le débat public a été longtemps confus sur ce point, et que des responsables ont laissé penser que la vaccination arrêterait la transmission. Mais il n'existe, dans les pages publiées, aucune preuve d'un arrangement, d'une contrepartie financière ou d'une intention de tromper : interrogé explicitement sur une éventuelle « rétrocommission » de la part des fabricants de vaccins, Tucker a reconnu ne disposer d'aucun élément. Ce que le journal montre, c'est un homme qui suit les courbes et qui en tient compte dans ses notes, et dont la communication publique n'a pas toujours suivi le même rythme. C'est un reproche de communication, pas une démonstration de corruption.

## **| Le journal comme instrument : fabriquer sa place dans l'histoire**

Il y a enfin un fil que le journal tisse page après page, et qui n'a rien à voir avec la science : la gestion de sa propre réputation. Les pages du 14 octobre 2026 montrent Fauci envisageant de présenter la controverse sur l'origine du Covid comme le produit d'une tension entre Trump et la Chine, « un fait critique qui devrait être développé » — dans le livre qu'il était en train d'écrire. D'autres entrées de la même liasse révèlent qu'il qualifiait les CDC de « véritablement une organisation dysfonctionnelle », mais choisissait de garder cette critique hors de son livre, alors qu'il avait lui-même recommandé la nomination de sa directrice. Le 7 octobre 2026, les pages 2015-2019 montrent un homme qui consigne ses jugements les plus durs sur les responsables qu'il côtoie, y compris le président, et qui se souvient d'une convocation au sein du

centre de traitement de l'information classifiée comme due à « mes connaissances, mon autorité, et parce que je suis Tony Fauci ».

D'autres publications du même enquêteur — sur des primes encaissées, un prix de 900 000 dollars versé par une institution étrangère, un manuscrit personnellement édité — complètent le tableau d'un personnage qui ne se concevait pas seulement comme un fonctionnaire. L'avocat Barbara Streisand appelant pour un conseil vaccinal, les distinctions, les apparitions : tout cela est dans le journal, écrit sans gêne apparente. On peut trouver ces passages anecdotiques. Ils ne le sont pas complètement : ils documentent un rapport à la réputation qui éclaire la manière dont certaines contradictions ont pu être gérées.

## **Ce que ces pages ne prouvent pas**

Il faut maintenant dire, avec la même netteté, tout ce que ce dossier ne démontre pas — parce que la valeur d'une enquête se mesure aussi à ses limites. Premièrement, les citations les plus virales ont été, dans plusieurs cas, déformées : PolitiFact et FactCheck.org ont documenté la citation apocryphe sur les masques, l'extraction du contexte de l'entrée du 26 janvier, et des montages vidéo présentant comme des contradictions des déclarations où Fauci reconnaissait précisément l'incertitude. Deuxièmement, l'écrasante majorité des pièces provient d'une enquête parlementaire conduite par un adversaire politique déclaré, et les mêmes documents ont été publiés par vagues — 1 141 pages en juillet, puis des centaines d'autres pages en août, septembre et octobre 2026 — au rythme de l'agenda politique. Troisièmement, invoquer le cinquième amendement n'est pas un aveu : c'est un droit, et Fauci a été gracié par le président Biden en janvier 2025 pour tout crime éventuel lié à son service — une grâce qui ne couvre pas ses déclarations postérieures, ce qui explique sa stratégie procédurale. La commission du Sénat l'a déclaré contempteur du Congrès par 8 voix contre 5 ; le dossier a été transmis au ministère de la Justice ; il n'a été ni poursuivi ni condamné. Enfin, la thèse la plus radicale — un virus fabriqué en laboratoire — ne repose, à ce jour, sur aucune preuve directe, et une large part de la communauté virologique maintient l'hypothèse d'un passage naturel, plusieurs analyses situant les premiers cas et les premières souches autour du marché de Huanan.

Il existe même un argument, plus subtil, avancé dans une revue scientifique européenne après la publication : ce que ces pages révèlent, c'est que nous n'avons pas prévu d'espace protégé pour la délibération scientifique. Les auteurs de cet éditorial, publié dans l'European Journal of Public Health, soutiennent qu'il faut distinguer quatre choses : l'évaluation empirique du risque, la discussion des hypothèses entre experts, l'examen des conséquences, et la décision. Les hypothèses abandonnées ne devraient pas pouvoir être requalifiées en conclusions définitives ; et un conseiller scientifique doit pouvoir douter par écrit sans que chaque doute soit, dix ans plus tard, retourné contre lui. Somme toute, la question posée par ce journal n'est

pas seulement « Fauci a-t-il menti ? », mais « dans quel régime de vérité faisons-nous travailler nos experts ? ».

## **Ce qui reste, au bout du compte**

Le journal intime de Fauci n'est pas le dossier accablant que certains décrivent, ni l'innocente archive privée qu'on veut y voir. C'est un document rare, parce qu'il superpose deux récits du même homme : celui qu'il écrivait pour lui-même, avec ses incertitudes, ses critiques, ses calculs et son souci de sa postérité ; et celui qu'il servait en public, plus lisse et plus assuré. Sur plusieurs points précis — l'origine du virus et le rôle du marché, la fermeture des écoles de New York, la règle des six pieds, celle des quinze minutes, le financement de recherches à risque — l'écart est documenté, et il est difficile à attribuer à une simple négligence de langage. Sur d'autres — les masques, notamment — l'écart n'existe pas et a été fabriqué de toutes pièces à partir d'une citation apocryphe. Entre les deux, il y a un homme qui a douté beaucoup, écrit beaucoup, et expliqué peu.

Pour un avocat, la matière est intéressante à plus d'un titre. Elle rappelle qu'un document privé saisi dans un ordinateur professionnel devient une pièce judiciaire, et qu'à ce titre il se lit comme un texte : in extenso, sans coupures, et avec ses propres contradictions internes. Elle rappelle aussi que la sincérité d'une communication ne se juge pas à l'assurance du ton, mais à la cohérence avec ce que l'auteur savait au moment où il parlait. Et elle rappelle enfin que, dans les affaires où la science, l'urgence et la responsabilité se croisent, la question du mensonge est presque toujours une question de degré — degré de certitude, degré de prudence, degré de franchise — et que ce degré, précisément, personne ne le documente mieux qu'un journal intime.

## **Sources**

- Sénat des États-Unis, commission de la sécurité intérieure et des affaires gouvernementales, « Tony's Diary » (paquet du 24 juillet 2026, 1 141 pages) — [paul.senate.gov](https://paul.senate.gov) ; synthèse du 25 juillet 2026 « What He Wrote Privately vs. What He Said Publicly ».
- Reading Room du sénateur Rand Paul — releases du 27 juillet (Tony's Diary: The Prequel, 465 p.), 28-29 août (documents du hearing), 28 septembre (expériences Ebola du NIAID), 7 octobre (« The Missing Years », 2015-2019) et 14 octobre 2026 (« The Missing Pages », décembre 2021-mai 2022).
- NPR (Ari Daniel), « Rand Paul releases Anthony Fauci's pandemic-era diary notes. Here's what they tell us », 27 juillet 2026, et entretiens de Felicia Goodrum (Dartmouth) et Robert Garry (Tulane).
- PolitiFact / Poynter Institute (Loreben Tuquero), « Did Fauci's private diary contradict what he told the public? », 4 août 2026 — examen des citations sur l'origine, les écoles et les masques, sources primaires liées.
- FactCheck.org (Jessica McDonald), « Paul Distorts Fauci's Diary Entry About COVID-19 and Wet Market », juillet 2026 — contexte de l'entrée du 26 janvier 2020, article du Lancet du 24 janvier 2020, article de Science du 26 janvier 2020, note sur l'évaluation de la communauté du renseignement.

- The Conversation, « Fauci's COVID-origins hearing shows how conspiracy theories became political weapons », 2026 — statut partisan des conclusions du Select Subcommittee de la Chambre (rapport final, décembre 2024).
- Tiago Correia, Martin McKee, Christina Pagel, Gavin Yamey, « Uncertainty on trial: the Fauci diary disclosure and the protection of scientific deliberation », European Journal of Public Health, 26 août 2026 (doi 10.1093/eurpub/ckag160).
- Presse américaine : Fox 11 / The National Desk, entretien avec Jeffrey Tucker (Brownstone Institute), 20 août 2026 — interprétations sur les variants et les vaccins, reconnaissance de l'absence de preuve d'une contrepartie financière ; PBS NewsHour et PolitiFact sur l'invocation du cinquième amendement (29 juillet 2026) et la déclaration du Sénat (contempt).
- Procès-verbaux publics : déposition de novembre 2022 dans le contentieux de deux États américains (règle des six pieds, « it sort of just appeared ») ; témoignage de juin 2024 devant le Select Subcommittee de la Chambre ; dossier du ministère de la Justice sur la grâce présidentielle de janvier 2025.